



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-123

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 autorisant la société
CARRIERES MOUSSET à exploiter une carrière de roche massive au lieu-dit « Les
Lombardières » sur le territoire de la commune de SAINTE-FLORENCE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 encadrant les carrières notamment son article 12.3 concernant le remblayage de carrière notamment l'article 12.3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 autorisant l'exploitation d'une carrière au lieu-dit « les Lombardières » située à Sainte-Florence par la société CARRIERES MOUSSET ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-599 du 29 octobre 2021 concernant l'exploitation de la carrière des Lombardières située à Sainte-Florence et modifiant notamment plusieurs articles de l'arrêté préfectoral susvisé du 27 mai 2004 ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CARRIERES MOUSSET le 18 juillet 2023 complété au 8 février 2024 concernant le transit de déchets inertes et la réalisation d'aménagements avec les déchets inertes au sein de la carrière des Lombardières ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 mars 2025 ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté sous 15 jours ;

Considérant que le projet, qui consiste au transit et à la création d'aménagement par stockage de déchets inertes au sein de la carrière des Lombardières susvisée, :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2, ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'apport des déchets au sein de la carrière rend nécessaire d'encadrer la réception et la traçabilité des déchets par des prescriptions complémentaires ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les rejets de la carrière ont une tendance basique pouvant présenter un pH de 8,5, seuil maximal de pH autorisé pour le rejet des eaux d'exhaure vers le milieu et que la fréquence de mesure actuellement prescrite est annuelle ;

Considérant que la mise en place d'un dispositif automatique d'asservissement au rejet permet d'assurer un arrêt rapide et autonome du rejet vers le milieu en cas de non-conformité du pH y compris en dehors des horaires d'activité du site ;

Considérant qu'il y a lieu de renforcer le suivi analytique du site en matière de paramètre à analyser et de fréquence de mesure ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

ARRÊTE

Article 1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société CARRIERES MOUSSET, désignée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé aux Lombardières à Essarts-en-Bocage, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à accepter des déchets inertes au sein du périmètre de la carrière des Lombardières qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sainte-Florence dans les conditions prescrites ci-dessous.

Article 2. Prescriptions antérieures modifiées

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-599 du 29 octobre 2021 dans les conditions suivantes :

<i>Arrêté préfectoral du 27 mai 2004 (article objet de la modification)</i>	<i>Arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2021</i>	<i>Thématique</i>	<i>Type de modification</i>	<i>Article du présent arrêté modifiant les prescriptions antérieures</i>
4.3 – b) - §3	-	Paramètres faisant l'objet du suivi des eaux d'exhaure rejetées	Modification (Renforcement)	3.1.1
4.3 – b) - §7	-	Fréquence de suivi sur les eaux d'exhaure rejetées	Remplacement (Renforcement)	3.1.2
4.3 - d)	-	Suivi en continu du pH	Création (Renforcement)	3.1.3
5 - b	-	Modification des conditions de remise en état (apport d'inertes)	Ajout	3.2.1
5 - c	-	Condition d'acceptation des déchets inertes extérieurs	Création	3.2.2
Annexe 2	Annexe 2	Remise en état	Remplacement	3.2.3 + Annexe I
6-a	1.4	Garanties financières	Remplacement (montants et indices)	3.3

Article 3. Prescriptions antérieures modifiées

Article 3.1. Suivi des eaux d'exhaure rejetées

Article 3.1.1. Paramètres complémentaires

L'article 4.3 b) §3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est ainsi complété :

- « - conductivité, Sulfates ;
- Métaux potentiellement liés au drainage acide : , Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel ;
- Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb, Zinc. »

Article 3.1.2. Modification de la fréquence de mesure

A l'article 4.3 b)§7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est ainsi remplacé :

« Un contrôle trimestriel pendant trois ans puis semestriel (sur avis motivé de l'exploitant et après avis de l'inspection) de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué par l'exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyses par un laboratoire agréé. L'ensemble des paramètres mentionnés au §3 complété font l'objet de ce contrôle. »

Article 3.1.3. Suivi en continu du pH

Un article d) est créé à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004.

d) Suivi en continu du pH

« Sous 6 mois, l'émissaire de rejet des eaux de la carrière est muni d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.

En dehors de la plage de pH indiqué à l'article 4.3- b) tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.

Une surveillance a minima hebdomadaire des dispositifs précités (contrôle des sondes pH notamment) est mise en place. Le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent est vérifié a minima mensuellement »

Article 3.2. Conditions de remise en état

Article 3.2.1. Modification de la remise en état

La prescription suivante est ajoutée à l'article 5-b) de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 :

« Les aménagements réalisés par l'apport d'inertes extérieurs et les déchets inertes d'extraction sont réalisés conformément à la demande du 18 juillet 2023 complétée au 8 février 2024. L'apport des inertes extérieurs est réalisé conformément aux prescriptions de l'article 5-c. »

Article 3.2.2. Encadrement de l'apport d'inertes extérieurs

Un article c) est créé à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 :

« c) Remblayage/aménagement et recyclage des déchets inertes extérieurs

1. Généralités

Les déchets inertes externes entrant sur la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé reprises ci-dessous.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis pour recyclage ou remblaiement.

2. Déchets inertes extérieurs acceptés

La quantité acceptée de déchets inertes extérieurs ne devra pas dépasser 200 000 tonnes par an.

Les seuls déchets externes admis sur site sont les déchets inertes suivants (au sens de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron	Uniquement de faibles quantités restant en mélange avec d'autres déchets autorisés après un tri selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Et ayant fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Les déchets ayant les codes suivants : 17 03 02 sont recyclés sur la plate-forme et ne concourent pas au remblaiement de la fosse.

3. Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Cette procédure, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment pour l'agent chargé de l'acceptation à la bascule.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis pour être recyclés ou être utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'installation ne peut admettre ni stocker :

- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement, notamment les déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- déchets non pelletables ;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- déchets radioactifs.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 2 ci-dessus, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés ci-dessus.

4. Document d'acceptation préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

5. Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 6 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu à l'article 4 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

6. Contenus des registres

L'exploitant tient à jour les registres d'admission prévus aux articles 1, 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Les registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

7. Mise en œuvre des remblais des déchets

Les déblais sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés en fond de fouille qu'après contrôle visuel.

L'exploitant dispose d'une zone affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein de l'excavation, ils sont mis en place conformément aux coupes et cote topographiques figurant en annexe I.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux ...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais devra être réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle sera mise en œuvre. »

Article 3.2.3. Modification des plans

Le plan de remise en état de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004, remplacé par le plan de l'annexe 2 de l'arrêté complémentaire du 29 octobre 2021, est remplacé par le plan de l'annexe I du présent arrêté.

Article 3.3. Garanties financières

Le montant des garanties financières et ses indices fixés à l'article 6-a-§2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 modifié par l'article 1.4 de l'arrêté complémentaire du 29 octobre 2021 est remplacé par le tableau suivant :

Phase quinquennale	4	5	6
Montant (€TTC)	500 510	484 770	485 850
TP01 (février 2023) : 127,9 – TVA : 20 %			
Depuis le 1er octobre 2014, l'indice TP01 à prendre en compte pour l'actualisation des garanties financières est l'indice « TP01 base 2010 » multiplié par 6.5345, arrondi à la décimale.			

Article 4. Autres réglementations

Le présent arrêté est pris sans préjudice des autres réglementations.

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 5.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **16 AVR. 2025**

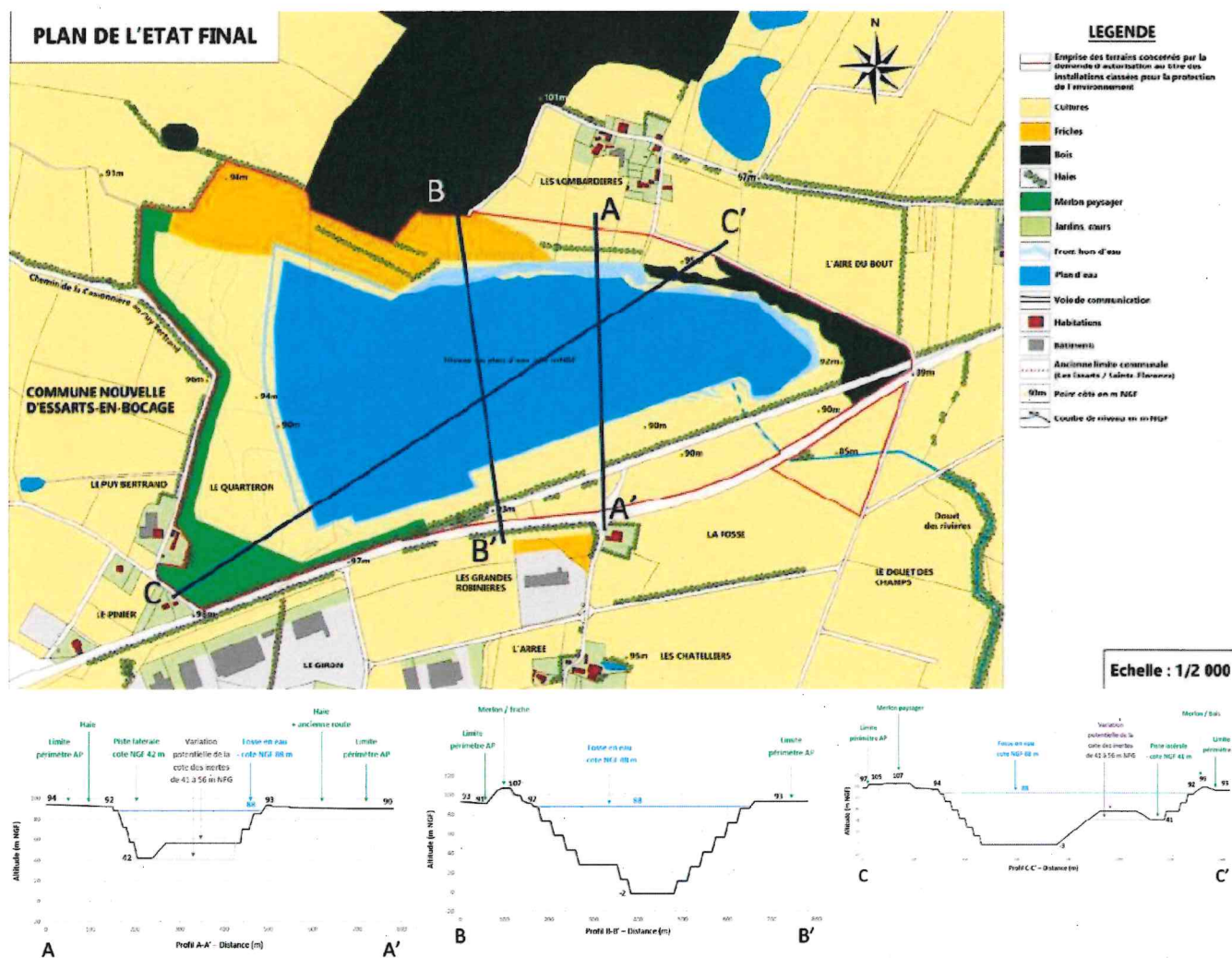
Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER

Arrêté n°2024-DCPATE-123

modifiant l'arrêté préfectoral n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 autorisant la société CARRIERES MOUSSET à exploiter une carrière de roche massive au lieu-dit « Les Lombardières » sur le territoire de la commune de SAINTE-FLORENCE

ANNEXE I. Remise en état



Vu pour être annexé à
mon arrêté du 16 AVR. 2025
La Roche sur Yon, le
Le Préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHIER

